

Quand les Instituteurs répondaient au ministre

Pierre Caspard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2536>

DOI : 10.4000/abpo.2536

ISBN : 978-2-7535-2236-7

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2012

Pagination : 158-159

ISBN : 978-2-7535-2234-3

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Pierre Caspard, « *Quand les Instituteurs répondaient au ministre* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 119-4 | 2012, mis en ligne le 31 décembre 2012, consulté le 09 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2536>

Ce document a été généré automatiquement le 9 juillet 2020.

© Presses universitaires de Rennes

Quand les Instituteurs répondaient au ministre

Pierre Caspard

RÉFÉRENCE

Nicolas, Gilbert, *Quand les Instituteurs répondaient au ministre. Mémoires des maîtres de l'enseignement primaire sous le Second Empire*, Rennes, PUR, coll. « Mémoire commune », 2012, 440 p., ISBN 978-2-7535-1779-0.

- 1 Fin 1860, le ministre de l'Instruction publique, Gustave Rouland, lance un concours à l'intention des instituteurs. Il leur est demandé de répondre à la question : « Quels sont les besoins de l'instruction primaire dans une commune rurale, au triple point de vue de l'école, des élèves et du maître ? » Près de 6 000 instituteurs, essentiellement ruraux, ont répondu à cette question, en envoyant des mémoires atteignant parfois plusieurs dizaines de pages.
- 2 En 2004, Gilbert Nicolas avait publié une remarquable analyse de ces mémoires (*Le grand débat de l'école au XIX^e siècle. Les instituteurs du Second Empire*, Paris, Belin, 2004, 336 p.), centrée sur la production des sept départements de l'académie de Rennes, mais intégrant des témoignages d'instituteurs exerçant dans d'autres départements français. Il nous propose aujourd'hui le texte même de soixante mémoires bretons, quelques-uns dans leur intégralité, la plupart par de longs extraits. Disons tout de suite que l'ensemble constitué par le texte des mémoires et leur analyse représente une contribution très remarquable à l'histoire, non seulement de l'école, mais aussi à celle de la culture et de la société, sous le Second Empire. Alors que le régime prend un tournant libéral – dont témoigne d'ailleurs le lancement même du concours – les instituteurs répondent avec une grande liberté de ton et d'idées à la question posée par leur ministre. Leurs mémoires touchent naturellement aux thèmes spécifiquement mentionnés : le cadre matériel de l'école, la situation administrative et financière du maître, les contenus, méthodes et finalités de l'enseignement élémentaire. Mais le flou

relatif de l'intitulé du concours conduit les maîtres à inscrire leurs mémoires dans plusieurs registres, ce dont peut juger le lecteur désormais mis en présence des textes mêmes qu'ils ont rédigés.

- 3 Le premier registre est celui de la description des situations locales et de l'évocation de l'expérience personnelle des rédacteurs. Est ici apporté un très précieux contrepoint aux informations d'origine administrative, dont G. Nicolas fait état chaque fois qu'il est utile ou nécessaire, qui constituent notre principale source d'information sur l'école rurale, en Bretagne ou ailleurs. Un deuxième registre, encore plus attendu par le ministre que le premier, comprend le jugement porté plus généralement sur l'état des écoles rurales et les propositions permettant de combler l'écart entre ce qu'elles sont et ce qu'elles devraient être. On découvre ici un foisonnement d'idées, de suggestions et de revendications, portant sur des questions qui vont des plus triviales (latrines) jusqu'à celles qui ressortissent à la plus haute politique (financement de l'instruction élémentaire, identité nationale). Certaines sont originales ou personnelles, mais rarement absurdes, d'autres sont tout à fait récurrentes, traduisant une grande unité de vue chez des maîtres qui se plaignent pourtant, non sans raison, de leur isolement. Dans un troisième registre s'inscrivent un ensemble de considérations et de réflexions qui traduisent ou trahissent la culture des auteurs de mémoires, dans l'acception la plus large du terme : conception de l'enfant et de la famille, identité professionnelle, vision de la société bretonne et de ses besoins, rôle attendu de l'État dans ses rapports avec les autorités locales, les congrégations enseignantes ou la langue bretonne.
- 4 Dans ces divers registres, et par rapport au *Grand débat de l'école*, la lecture du texte même des mémoires présente un intérêt spécifique, puisqu'elle révèle le degré de cohérence et de hiérarchie des propositions et idées contenues dans chaque mémoire. Elle permet également de juger de la qualité de la langue dont témoignent ces hommes chargés de l'enseigner. Même si G. Nicolas prévient avoir « adapté » l'orthographe de « quelques passages » – ce qu'on peut regretter – ces mémoires sont d'une excellente facture, agrémentés d'une rhétorique parfois réjouissante. Leur lecture peut d'ailleurs se suffire à elle-même, car G. Nicolas donne l'essentiel des informations qui en permettent une approche pertinente : longue introduction initiale, introductions aux chapitres consacrés aux cinq générations ou catégories d'instituteurs qu'il a distinguées, notices biographiques sur chacun des soixante auteurs de mémoires, commentaire des autorités de tutelle sur chaque mémoire reçu.
- 5 On formulera une question, pour conclure. Les maîtres se plaignent, dans leur quasi-totalité, de l'avarice des familles et des communes dans le financement de l'école. Ils donnent quantité de chiffres attestant le faible montant de la rétribution scolaire et de celui des dépenses d'investissement (bâtiments, mobilier, fournitures). On aurait donc aimé savoir ce que représentent ces chiffres en proportion des ressources des familles et de celles des communes. Avaient-elles, ou non, les moyens de payer davantage ? Quelques précisions sur ces ressources auraient permis d'évaluer et comprendre l'intérêt ou l'absence d'intérêt porté à l'école par les familles. Quelles perspectives de promotion socio-professionnelle offrait-elle d'ailleurs réellement à une société rurale que les maîtres donnent comme exclusivement composée de « paysans », « agriculteurs » et « laboureurs » voués à une inéluctable auto-reproduction, sans que des formes d'activités autres, artisanales, marchandes ou de services, soient jamais mentionnées dans aucun mémoire ? Il semble qu'il y ait ici un décalage entre la vision qu'ont les maîtres d'une école visant exclusivement à instruire des fils de paysans tous

destinés à le devenir eux-mêmes, en combinant un enseignement élémentaire et une formation agricole théorique et pratique, et celle d'une fraction notable de la société rurale qui, avec d'autres ambitions, envoie ses enfants dans les écoles élémentaires des villes les plus proches, d'ailleurs pourvues d'internats à cet effet. Les maîtres de ces dernières n'ayant pas été sollicités par le concours, l'image de la ville bretonne et de ses écoles se réduit donc à celle qu'en donnent les maîtres ruraux, qui jalourent leur prospérité : un miroir aux alouettes sociales, lieu de déception, de perdition, voire de débauche. Mais, prise dans sa globalité, l'école bretonne du Second Empire ne doit pas se réduire à celle de ses communes les plus profondément rurales, ce que l'édition qu'a faite G. Nicolas des mémoires de leurs maîtres permet de parfaitement toucher du doigt.